

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	23
Excusés	10
Procurations	9

**Procès-Verbal des Délibérations
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY
de la séance du 13 avril 2018**

Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Maire

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil municipal à 20h08. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers municipaux présents et salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Jérôme HAMMALI, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

Monsieur le Maire donne lecture des procurations.

Présents Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Messieurs Alain BOHRER, Jérôme HAMMALI, Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Madame Annie GADEK, Monsieur Mario CRACOGNA, Mesdames Chantal BURGERMEISTER, Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Nicole WIPF, Josiane BOSSERT, Messieurs Dominique STEIGER, Thierry BILAY, Madame Santa FIERRO, Messieurs Michel LEDEUR, Fabrice ANASTASI, Jacques MULLER, Madame Sylvie REIFF-LEVETT, Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES, Madame Anne EBERLEIN

Absents excusés et non représentés Mme Virginie BONNET

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration M. Michel FLIEG donne procuration à M. Mario CRACOGNA
M. Bernard SOMMER donne procuration à Mme Annie GADEK
Mme Anita BURGER donne procuration à Mme Catherine OSWALD
Mme Martine PIERRE donne procuration à M. Claude MEUNIER
Mme Sonia KUENY-TRAVERSI donne procuration à M. Jérôme HAMMALI
Mme Claudine MUNSCH donne procuration à Mme Chantal BURGERMEISTER
Mme Marie STUTZ donne procuration à M. Alain BOHRER
M. Giovanni CORBELLI donne procuration à Mme Santa FIERRO
M. Guillaume GERMAIN donne procuration à M. Michel SORDI

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services.

Ordre du jour

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 février 2018
- 2 - Communications
- 3 - Communications des décisions prises en vertu des délégations données à monsieur le Maire
- 4 - Nouvelle répartition des sièges des élus communautaires (CCTC) : « nouvel accord local »
- 5 - Travaux entrée Faubourg des Vosges (RD 35) :
 - 5.1 - Approbation de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département
 - 5.2 - Demandes de cofinancements
- 6 - Travaux plateau rue de Wittelsheim (RD 2) :
 - 6.1 - Approbation de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département
 - 6.2 - Demandes de cofinancements
- 7 - Séminaire « Villes moyennes » Région Grand Est (SRADET) – Mandats spéciaux
- 8 - Approbation des comptes de gestion 2017 :
 - 8.1 - Budget principal
 - 8.2 - Budget panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 8.3 - Budget zone industrielle Europe
 - 8.4 - Budget zone d'activités rue d'Aspach
- 9 - Approbation des comptes administratifs 2017 :
 - 9.1 - Budget principal
 - 9.2 - Budget panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 9.3 - Budget zone d'activités rue d'Aspach
- 10 - Affectation des résultats 2017 :
 - 10.1 - Budget principal
 - 10.2 - Budget panneaux photovoltaïques du centre hippique
- 11 - Dissolution de budgets annexes :
 - 11.1 - Budget zone industrielle Europe
 - 11.2 - Budget zone d'activités du Vignoble
 - 11.3 – Budget zone d'activités rue d'Aspach
- 12 - Approbation des budgets primitifs (budgets annexes) :
 - 12.1 – Budget panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 12.2 – Budget zone d'activités rue d'Aspach
- 13 – Enfouissement réseaux ORANGE - Subvention d'équipement
- 14 - Subventions :
 - 14.1 – Voyages scolaires - Participation aux frais d'accompagnement d'élèves handicapés de Cernay : délibération de principe
 - 14.2 - Subventions aux associations et organismes divers
 - 14.3 - Subvention versée à l'école élémentaire « Les Lilas » pour deux voyages éducatifs à Neuwiller-lès-Saverne
- 15 - Convention bipartite de médiation sociale (Ville/AGORA) – Avenant n°1
- 16 – 35 rue des Fabriques - Réactualisation du coût des travaux
- 17 - Maison des associations - Travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite : demande de cofinancements

- 18 - Réhabilitation de l'ancienne gendarmerie - Garantie d'emprunt ALEOS
- 19 - Approbation de l'état d'assiette des coupes de bois 2019 (Office national des forêts)
- 20 - Approbation nouveau garde-chasse
- 21 - Ressources humaines :
 - 21.1 - Création d'emplois saisonniers (été 2018)
 - 21.2 - Création d'une astreinte technique pour les week-ends
- 22 - Syndicat d'Electricité et du Gaz du Rhin – Rapport d'activité 2017
- 23 - Questions orales
- 24 - Informations de la Municipalité

1 – Monsieur le Maire rapporte le point n°1

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 février 2018

Ce procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Aucune remarque n'étant formulée, il est adopté à l'unanimité des votes exprimés, une abstention (Mme Sylvie REIFF-LEVETT) et signé.

Adopté à l'unanimité
Une abstention (Mme Sylvie REIFF-LEVETT)

2 – Monsieur le Maire rapporte le point n°2

Communications

Remerciements des Restaurants du cœur pour l'attribution d'une subvention.

3 – Monsieur le Maire rapporte le point n°3

Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)

3.1 – Marchés publics

La Ville a engagé une consultation pour les travaux d'aménagement et de restructuration du bâtiment sis 35 rue des Fabriques. Les attributaires sont :

LOT	ENTREPRISES	MONTANT HT
01 Déshabillage Démolition	BATICHOC 55 rue de la Hardt 68400 RIEDISHEIM	44 000,00 €
02 Gros œuvre partie réhabilitation	SCHWOB BATIMENT SAS 18 rue de la Forêt 68120 TRAUBACH LE BAS	230 819,62 €
03 Gros œuvre partie extension	STP MADER sarl SCOP 7 rue de la Plaine 68500 GUEBWILLER	91 061,81 €
04 Charpente bois	GROSS Charpentes 4 rue de Cherbourg 68200 MULHOUSE	35 900,00 €
05 Couverture Zinguerie Etanchéité	HUG SA 25 Rue de l'Europe 68700 CERNAY	112 000 €
06 Menuiserie extérieure Aluminium Vitrerie	LAUGEL & RENOUARD 5 rue des Déportés 88100 SAINTE MARGUERITE	118 000,00 €
07 Révision menuiserie extérieure PVC existants / Volet battant / Store	Jean-Michel MURA & Fils SAS 25 rue Haute 68470 RANSPACH	125 836,17 €
08 Chauffage/Ventilation	HUG SA 25 Rue de l'Europe 68700 CERNAY	312 000 €
09 Sanitaire	HUG SA 25 Rue de l'Europe 68700 CERNAY	87 370 €
10 Electricité/Courants faibles	OMNI ELECTRICITE SAS 408 rue Auguste Scheurer-Kestner 68700 ASPACH LE HAUT	155 000 €
11 Ascenseur	SCHINDLER 104A Rue des Bains 68390 SAUSHEIM	24 450,00 €
12 Plâtrerie	SOMREN 2 Rue de l'Eglise 68530 BUHL	125 880,89 €

13 Menuiserie intérieure bois	MEYER Sàrl 13 rue De Lattre de Tassigny 68730 BLOTZHEIM	71 894,22 €
14 Serrurerie	LAUGEL & RENOUARD 5 rue des Déportés 88100 SAINTE MARGUERITE	81 900 €
15 Carrelage/Faïence	ETS GERVASI Frères 2 Rue des Artisans 68700 CERNAY	16 500,00 €
16 Revêtement de sols souples /Parquet	ALSASOL 22 Rue de la Gare 68540 BOLLWILLER	36 000,00 €
17 Plafond suspendu	PLASTISOL 8 rue d'Italie 68310 WITTELSHEIM	15 000,00 €
18 Peinture	SOMREN 2, rue de l'Eglise 68530 BUHL	43 500,00 €
19 Echafaudage/Ravalement de façades	SOMREN 2 Rue de l'Eglise 68530 BUHL	31 000,00 €
20 VRD/Aménagements extérieurs	TRAVAUX PUBLICS SCHNEIDER SARL 9 Rue de la Martinique 68270 WITTENHEIM	108 901,00 €

4 – Monsieur le Maire rapporte le point n°4

Nouvelle répartition des sièges des élus communautaires (CCTC) : « nouvel accord local »

Dans le cadre du contentieux opposant la Communauté de Communes de La Sologne-des-Rivières et la commune de Salbris, le Conseil Constitutionnel, saisi par le Conseil d'Etat au titre de la procédure dite de la « Question Prioritaire de Constitutionnalité » (QPC), a jugé inconstitutionnel « l'accord local » relatif à la répartition des sièges au sein de cette intercommunalité.

De cette décision, il résulte que les « accords locaux » conclus au sein des communautés de communes avant le 20 juin 2014 se trouveraient frappés de caducité si une élection devait intervenir dans une des communes membres.

Or, dans la mesure où Mme Delphine THUET a démissionné de son mandat de Maire de la commune de Bourbach-le-Bas, ce qui entraînera l'organisation d'une nouvelle élection municipale, un nouvel « accord local » doit être formalisé par la Communauté de Communes

de Thann Cernay (CCTC) et ses communes membres ; celui-ci devant intervenir dans un délai de 2 mois à compter de l'acceptation de la démission de Mme Delphine THUET par le Préfet du Haut-Rhin, soit avant le 5 mai 2018.

Une majorité qualifiée doit être réunie sur une proposition de répartition : 2/3 des communes représentant $\frac{1}{2}$ de la population ou 2/3 de la population représentant $\frac{1}{2}$ des communes. Et accord de la commune la plus peuplée si elle représente au moins 25% de la population totale.

Pour rappel, « l'accord local » conclu par les 17 communes de la CCTC en 2013 reposait sur les bases suivantes :

- Répartition de droit commun : 40 délégués
- Avec accord local + 25% : 50 délégués répartis entre les communes à la proportionnelle au plus fort reste

« L'accord local » ne peut pas être reconduit sur les bases actuelles. 2 situations doivent être modifiées :

- La commune nouvelle d'Aspach-Michelbach entre dans le droit commun. Elle ne bénéficie plus de la somme des sièges détenus précédemment par les 2 anciennes communes.
- La commune de Bitschwiller-lès-Thann doit bénéficier d'un siège supplémentaire. Une nouvelle disposition (loi du 9 mars 2015) impose que la part des sièges ne peut s'écarter de plus de 20% du poids démographique de chaque commune. Pour Bitschwiller-lès-Thann, le ratio actuel est de 0.76.

Compte tenu de la population et du nombre de communes, la CCTC bénéficie de 39 sièges en droit commun. Si un accord entre les communes est trouvé pour une autre répartition, ce chiffre peut être majoré de 25% ce qui porte le nombre de siège à 48.

Une proposition de répartition proportionnelle est faite par le Bureau communautaire prenant en compte l'ensemble des paramètres voulus par la loi du 9 mars 2015. Cette répartition conduit aux modifications suivantes :

- | | |
|----------------------------|-------------|
| - Aspach – Michelbach : | - 1 délégué |
| - Bitschwiller-lès-Thann : | + 1 délégué |
| - Cernay : | - 1 délégué |
| - Thann : | - 1 délégué |

Si un « accord local » n'est pas trouvé (absence de majorité qualifiée ou non respect des règles), la répartition de droit commun serait retenue par le Préfet (39 délégués).

Il est donc demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L.5211-6-1 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes dans le cadre d'un « nouvel accord local » comme suit :

Nom de la commune	Population municipale	Nombre de conseillers titulaires
Aspach-le-Bas	1323	2
Aspach-Michelbach	1826	2
Bitschwiller-lès-Thann	1981	3
Bourbach-le-Bas	578	1
Bourbach-le-Haut	417	1
Cernay	11606	14
Leimbach	860	1
Rammersmatt	212	1
Roderen	894	1
Schweighouse-Thann	778	1
Steinbach	1362	2
Thann	7898	9
Uffholtz	1701	2
Vieux-Thann	2898	4
Wattwiller	1656	2
Willer-sur-Thur	1853	2

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 ;

Fixe à l'unanimité, à 48 le nombre de sièges du conseil communautaire de la Communauté de communes de Thann-Cernay réparti comme ci-dessus ;

Autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

5 – Monsieur Claude MEUNIER rapporte le point n°5

Travaux entrée Faubourg des Vosges (RD 35) :

5.1 - Approbation de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département

La Ville de Cernay souhaite sécuriser l'entrée de ville située sur la RD35/ faubourg des Vosges à Cernay. Cet aménagement consiste à créer un plateau surélevé, un ilot central et un tourne à gauche.

A ce titre, la part des travaux affectant l'emprise de la route départementale se fera sous co-maîtrise d'ouvrage du Département, ce dernier confiant à la Commune le soin de réaliser l'ensemble de l'opération dans le cadre d'une co-maîtrise.

La Commune assurera le préfinancement des dépenses de l'opération puis sera remboursée par le Département, pour la part qu'il financera, sur la base du plan de financement en annexe 2, « *Enveloppe financière prévisionnelle* », de la présente convention.

Les crédits 2018 sont inscrits au budget primitif de la Ville au chapitre 23, article 231559, de la fonction 822.

Dès lors, le Conseil Municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la jurisprudence¹;

Vu la convention de co-maitrise d'ouvrage ci-jointe ;

Donne à l'unanimité son accord pour la passation d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département dans le cadre de l'opération de réaménagement de l'entrée de ville RD35/Faubourg des Vosges à Cernay ;

Approuve l'opération de travaux ainsi que son plan de financement détaillé dans la convention ci-jointe ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage (cf. annexe) pour le compte de la Commune ainsi que tout autre document afférent au projet.

Adopté à l'unanimité

¹ CAA de Lyon en date du 27 juin 2002 requête 02LY00046 Ville de Roman sur Ysère (« le mandataire ne peut régulièrement souscrire un marché au nom et pour le compte de la collectivité sans y avoir été autorisé par une délibération »)

5.2 - Demandes de cofinancements

Dans le cadre de ces travaux de sécurisation de l'entrée de ville (RD 35/Faubourg des Vosges), la commune a la possibilité de solliciter des cofinancements complémentaires auprès du

Conseil départemental.

Dans la mesure où le Département prend en charge (Toute Taxe Comprise) les dépenses de calibrage (fondation de la chaussée et couche de roulement), l'éligibilité à une aide ne peut concerner que les autres dépenses de l'opération relatives aux « frais annexes ». Ceux-ci sont détaillés dans l'annexe 2, « Enveloppe financière prévisionnelle », de la présente convention. (Etudes de sols, recherche d'amiante, frais de géomètre etc.).

Dès lors, le Conseil Municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les cofinancements du Conseil départemental ;

Demande à l'unanimité une subvention au Conseil départemental pour le financement des travaux de sécurisation de l'entrée de ville située sur la RD 35/Faubourg des Vosges à Cernay ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager la démarche de demande de subvention, à la percevoir pour le compte de la Commune et à signer tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité

6 – Monsieur Claude MEUNIER rapporte le point n°6

Travaux plateau rue de Wittelsheim (RD 2) :

6.1 - Approbation de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département

La Ville de Cernay souhaite réaliser une sécurisation de la RD2 rue de Wittelsheim. Cet aménagement consiste à créer deux plateaux surélevés au niveau du n°45 en face de l'abri bus.

A ce titre, la part des travaux affectant l'emprise de la route départementale se fera sous co-maîtrise d'ouvrage du Département, ce dernier confiant à la Commune le soin de réaliser l'ensemble de l'opération dans le cadre d'une co-maîtrise.

La Commune assurera le préfinancement des dépenses de l'opération puis sera remboursée par le Département, pour la part qu'il financera, sur la base du plan de financement en annexe 2, « Enveloppe financière prévisionnelle », de la présente convention.

Les crédits 2018 sont inscrits au budget primitif de la Ville au chapitre 23, article 2315136, de la fonction 822.

Bien qu'elle aurait préféré un feu, Anne Eberlein se dit satisfaite, en tant que parent, de la mise en place d'un plateau ralentisseur de nature à améliorer la sécurité dans cette rue. Toutefois, elle s'interroge sur les possibles nuisances sonores d'un tel dispositif.

Pour Michel Sordi, un feu ou un plateau ralentisseur ont les mêmes fonctions, voire les mêmes inconvénients dans la mesure où tous visent à faire freiner les automobilistes. Néanmoins, il dit prendre note de la remarque et propose d'évaluer l'impact de ce plateau ralentisseur quelques mois après sa mise en place.

Dès lors, le Conseil Municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la jurisprudence² ;

Vu la convention de co-maitrise d'ouvrage ci-jointe ;

Donne à l'unanimité son accord pour la passation d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Département dans le cadre de l'opération de réaménagement de la rue de Wittelsheim /RD2 à Cernay ;

Approuve l'opération de travaux ainsi que son plan de financement détaillé dans la convention ci-jointe ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage (cf. annexe) pour le compte de la Commune ainsi que tout autre document afférent au projet.

Adopté à l'unanimité

6.2 - Demandes de cofinancements

Dans le cadre de ces travaux de sécurisation de la RD 2/Rue de Wittelsheim, la ville à la possibilité de solliciter des subventions complémentaires auprès du Conseil départemental.

Dans la mesure où le Département prend en charge (Toute Taxe Comprise) les dépenses de calibrage (fondation de la chaussée et couche de roulement), l'éligibilité à une aide ne peut

² CAA de Lyon en date du 27 juin 2002 requête 02LY00046 Ville de Roman sur Ysère (« le mandataire ne peut régulièrement souscrire un marché au nom et pour le compte de la collectivité sans y avoir été autorisé par une délibération »)

concerner que les autres dépenses de l'opération relatives aux « frais annexes ». Ceux-ci sont détaillés dans l'annexe 2, « Enveloppe financière prévisionnelle », de la présente convention (Etudes de sols, recherche d'amiante, frais de géomètre etc.).

Dès lors, le Conseil Municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les cofinancements du Conseil départemental ;

Demande à l'unanimité une subvention au Conseil départemental pour le financement des travaux de sécurisation de la RD 2/Rue de Wittelsheim à Cernay ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager la démarche de demande de subvention, à la percevoir pour le compte de la Commune et à signer tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité

7 – Monsieur le Maire rapporte le point n°7

Séminaire « Villes moyennes » Région Grand Est (SRADDET) – Mandats spéciaux

La Région Grand Est a engagé l'élaboration de sa stratégie territoriale : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

Dans ce cadre, le Conseil régional a souhaité s'appuyer sur l'ensemble des 37 villes moyennes du Grand Est, dont Cernay, pour structurer et enrichir sa démarche puisque celles-ci constituent des espaces de « polarités intermédiaires » par leur rôle structurant, tant en matière d'aménagement du territoire, que d'accès aux équipements ou encore de développement. Ainsi, ces 37 villes moyennes représentent plus d'un habitant sur cinq de la région (1 265 000 habitants) et près de trois emplois sur dix de la région (600 000 emplois).

Aussi, le 15 mars dernier, le Président de la Région Grand Est, fidèle à la logique de co-construction qui caractérise l'élaboration du SRADDET, a convié l'ensemble des représentants des 37 villes moyennes en question à Saint-Dizier, pour un séminaire de travail intitulé « Le Grand Est, fort de ses villes moyennes » auquel ont participé Michel Sordi et Catherine Oswald au titre respectivement de leur fonction de Maire et de Première Adjoint de la Ville de Cernay.

Toutefois, pour permettre de couvrir les frais exposés par ces derniers pour participer à ce séminaire d'une journée, il est proposé à l'assemblée délibérante de leur confier un « mandat spécial ».

Un tel mandat correspond à une mission accomplie dans l'intérêt de la commune, nécessairement distincte des activités courantes des élus concernés, et portant sur un objet précis et une durée déterminée. Ce qui est le cas en l'espèce, même s'il n'a pas été possible de soumettre ce « mandat spécial » lors de la précédente séance du Conseil municipal dans la mesure où l'invitation, à ce séminaire de travail, a été transmise après la réunion ce dernier.

Faisant remarquer que le séminaire était antérieur à la réunion du Conseil municipal, Christophe Meyer et Joaquim Rodrigues regrettent que les montants des frais exposés par Michel Sordi et Catherine Oswald ne figurent pas dans la délibération.

Catherine Oswald leur précise qu'il s'agit d'une délibération type à l'instar de celle déjà adoptée, pour un même objet, en novembre 2016.

Quant à Michel Sordi, s'il regrette le soupçon sous-jacent de cette question, il affirme avec force qu'il y a rien à cacher, raison pour laquelle il demandera aux services municipaux de fournir, aux élus de la minorité municipale, le détail des frais en question.

Non sans humour, Mario Cracogna se demande s'il faut également préciser que Michel Sordi et Catherine Oswald avait chacun leur propre chambre d'hôtel.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2123-18 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, notamment l'article 3 ;

Vu l'invitation du Président de la Région Grand Est au séminaire SRADDET « Le Grand Est, fort de ses villes moyennes » organisé le 15 mars 2018, à Saint-Dizier ;

Confie à la majorité, un vote contre (M. Joaquim RODRIGUES) et une abstention (M. Christophe MEYER) un « mandat spécial » à Michel Sordi, Maire, et à Catherine Oswald, Première Adjointe au Maire, pour représenter la Ville de Cernay au séminaire SRADDET (« Le Grand Est, fort de ses villes moyennes ») organisé par le Conseil régional, à Saint-Dizier, le 15 mars 2018 ;

Autorise, au titre de ces « mandats spéciaux », la prise en charge et/ou le remboursement des frais de déplacement et de séjour de Michel Sordi et Catherine Oswald sur présentation des pièces justificatives et dans la limite des dispositions précitées.

Adopté à la majorité
Un vote contre (M. Joaquim RODRIGUES)
Une abstention (M. Christophe MEYER)

8 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°8

Approbation des comptes de gestion 2017 :

Avant le 1^{er} juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le Trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le Trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ;
- le bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

Ce premier examen est suivi d'un second contrôle effectué par le juge des comptes. Au vu des pièces justificatives, jointes en accompagnement du compte de gestion, le juge des comptes est à même d'apprécier la qualité de gestion du Trésorier de la collectivité.

8.1 – Budget Principal

Les documents élaborés par Monsieur Antoine MAZENOD, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la conformité des écritures du compte de gestion avec le compte administratif de l'exercice ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2017 du budget principal (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire à le signer.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

8.2 - Budget Panneaux photovoltaïques du centre hippique

Les documents élaborés par Monsieur Antoine MAZENOD, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la conformité des écritures du compte de gestion avec le compte administratif de l'exercice ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2017 du budget annexe des Panneaux Photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire à le signer.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

8.3 - Budget Zone industrielle Europe

Les documents élaborés par Monsieur Antoine MAZENOD, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la conformité des écritures du compte de gestion avec le compte administratif de l'exercice ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2017 du budget annexe de la Zone Industrielle Europe (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire à le signer.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

8.4 - Budget Zone d'activités rue d'Aspach

Les documents élaborés par Monsieur Antoine MAZENOD, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la conformité des écritures du compte de gestion avec le compte administratif de l'exercice ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2017 du budget annexe de la Zone d'Activités rue d'Aspach (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire à le signer.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

Monsieur Michel SORDI, Maire, quitte la salle et Confie la présidence du Conseil municipal à Madame Catherine OSWALD, Première Adjointe.

9 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°9 **Approbation des comptes administratifs 2017 :**

Le Maire rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondants aux différents budgets annexes.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente les résultats comptables de l'exercice.

Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

9.1 – Budget Principal

Le compte administratif 2017, joint en annexe, est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	8 982 803.27 €
Recettes de l'exercice	10 089 988.76 €
Résultat de l'exercice 2017 (excédent)	1 107 185.49 €
Résultat positif cumulé pour le fonctionnement	1 669 145.88 €

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	3 178 594.30 €
Recettes de l'exercice	4 721 362.85 €
Résultat de l'exercice 2017 (excédent)	1 542 768.55 €
Résultat positif cumulé pour l'investissement	2 760 655.14 €
TOTAL I + II (solde cumulé des deux sections)	4 429 801.02 €

S'interrogeant sur les téléphones portables mis à disposition du Maire, trois en un peu plus de quatre ans, Christophe Meyer aimerait savoir si un suivi est opéré.

Jérôme Hammali estime que cette suspicion est inutile et sans fondement.

En écho à l'intervention de Jérôme Hammali, Thierry Bilay, se référant aux renouvellements réguliers des téléphones portables et des forfaits téléphoniques par tout un chacun, ne voit là rien de surprenant.

Pour sa part, Catherine Oswald regrette que l'on s'appesantisse sur des téléphones alors qu'il est question du compte administratif d'un budget, dont la section de fonctionnement dépasse les 10 millions d'euros.

Après une dernière interrogation de Christophe Meyer sur la non-utilisation de la RENAULT « MEGANE » communale, que le Maire a pourtant l'habitude d'utiliser, pour se rendre au séminaire des « Villes moyennes » organisé par la Région Grand Est, Catherine Oswald, qui préside la séance, invite l'assemblée à passer au vote sur l'approbation du compte administratif.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2017 du budget principal (cf. annexe).

Adopté à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

9.2 – Budget des Panneaux photovoltaïques du centre hippique

Le compte administratif 2017 est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	69 626.75 €
Recettes de l'exercice	76 456.27 €
Résultats de l'exercice 2017 (excédent)	6 829.52 €
Résultat de clôture 2017 (avec report de 2016)	13 090.01€

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	53 546.60 €
Recettes de l'exercice	52 163.65 €
Résultat de l'exercice 2017 (déficit)	- 1 382.95 €
Résultat de clôture 2017 (avec report de 2016)	- 4 675.44 €

TOTAL I + II (solde cumulé des deux sections)	8 414.57 €
---	------------

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2017 du budget annexe des Panneaux photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe).

Adopté à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

9.3 – Budget Zone d'activités rue d'Aspach

Le compte administratif 2017 est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	0.00 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2017	0.00 €
Résultat de clôture 2017 (déficit avec report)	- 0.17 €

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	0.00 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2017	0.00 €
Résultat de clôture 2017 : stocks (déficit avec report) - 494 999.08 €	
TOTAL I + II	- 494 999.25 €

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des suffrages exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2017 du budget annexe de la Zone d'Activités rue d'Aspach (cf. annexe).

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

Monsieur Michel SORDI, Maire, regagne la salle du Conseil municipal.

10 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°10**Affectation des résultats 2017 :****10.1 - Budget Principal**

Au terme de l'exercice 2017 (31 décembre 2017), l'excédent de fonctionnement s'établit à 1 669 145.88 €. Au budget primitif 2018 du budget principal, il est proposé d'affecter en recettes au compte 1068 « Excédents capitalisés de la section d'investissement » la somme de 1 000 000 € et en recettes, au compte 002 de la section de fonctionnement, la somme de 669 145.88 €

Le résultat excédentaire de la section d'investissement, soit 2 760 655.14 €, est reporté en recettes au compte 001 « Résultat d'investissement reporté ».

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le résultat de l'exercice 2017 ;

Vu la délibération du 9 février 2018 relative à l'affectation anticipée des résultats ;

Constate à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) les résultats excédentaires des sections d'investissement et de fonctionnement ;

Affecte au compte 1068 la somme de 1 000 000 €.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

10.2 – Budget des Panneaux photovoltaïques du centre hippique

A l'issue de l'exercice 2017, l'excédent de fonctionnement s'élève à 13 090.01 €. Il est proposé d'affecter un montant de 8 414.57 € au compte 002, du budget primitif 2018 des panneaux photovoltaïques du centre hippique.

Il est suggéré d'affecter une partie de cet excédent de fonctionnement, d'un montant de 4 675.44 €, en recettes d'investissement, au compte 1068 « Excédents capitalisés de la section d'investissement ».

Le résultat déficitaire cumulé d'investissement, d'un total de 4 675.44 €, sera reporté en dépenses à la ligne 001 du budget primitif 2018.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le résultat de l'exercice 2017 ;

Constate à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) les résultats des sections d'investissement et de fonctionnement ;

Affecte au compte 1068 la somme de 4 675.44 €.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

11 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°11

Dissolution de budgets annexes :

11.1 – Budget Zone industrielle Europe

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (« Notre ») a renforcé les compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomération. Elle prévoit notamment, depuis le 1^{er} janvier 2017, le transfert obligatoire de l'ensemble des « zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » (articles L.5214-16 et L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales), autrement dit les zones d'activité économique (ZAE). La distinction entre les ZAE communales et les ZAE dites « d'intérêt communautaire » n'aura donc plus lieu d'être.

Par délibération du 16 décembre 2016, la commune a reversé l'excédent budgétaire du budget Zone Industrielle Europe au budget principal de la Ville.

L'actif du budget Zone Industrielle Europe est donc transféré au budget principal de la Ville de Cernay.

Ce budget ne présentant plus de mouvements depuis le 31 décembre 2016, il est proposé de le clôturer.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi Notre n° 2015-991 du 7 août 2015 ;

Vu la délibération du 16 décembre 2016 approuvant le reversement de l'excédent budgétaire du budget annexe de la Zone Industrielle Europe au budget principal de la Ville de Cernay ;

Vu la délibération du 7 avril 2017 approuvant le compte administratif 2016 du budget annexe de la Zone Industrielle Europe, qui se présente à zéro au 31 décembre 2016 ;

Vu la délibération du 15 décembre 2017 relative au transfert des zones d'activité économique de la Ville à la Communauté de Communes Thann-Cernay ;

Considérant le transfert de la compétence des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Considérant que des écritures comptables ont été réalisées afin de solder les résultats de clôture 2016 du budget Zone industrielle Europe ;

Considérant les résultats nuls de clôture du budget considéré ;

Dissout à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le

budget annexe Zone Industrielle Europe suite au transfert obligatoire de la compétence de l'ensemble des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

11.2 – Budget Zone d'activités du Vignoble

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (« Notre ») a renforcé les compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomération. Elle prévoit notamment, depuis le 1^{er} janvier 2017, le transfert obligatoire de l'ensemble des « zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

touristique, portuaire ou aéroportuaire » (articles L.5214-16 et L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales), autrement dit les zones d'activité économique (ZAE). La distinction entre les ZAE communales et les ZAE dites « d'intérêt communautaire » n'aura donc plus lieu d'être.

Il est proposé de clôturer le budget annexe Zone Artisanale du Vignoble, qui ne présente pas de mouvements depuis sa création, au 1^{er} janvier 2004.

Sylvie Reiff se demande pourquoi la note de présentation indique que ce budget « ne présente pas de mouvement » alors même que le Conseil municipal a délibéré, en décembre dernier, sur la vente de terrains au sein de cette zone d'activités.

Catherine Oswald lui précise que les recettes issues de la vente de ces terrains ont été imputées au budget principal dans la mesure où, historiquement, le Trésorier n'a pas souhaité « faire vivre » ce budget annexe.

Dès lors, il est proposé au Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

Vu la loi Notre n° 2015-991 du 7 août 2015 ;

Vu la délibération du 15 décembre 2017 relative au transfert des zones d'activité économique de la Ville à la Communauté de Communes Thann-Cernay ;

Considérant le transfert de la compétence des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Considérant l'absence de mouvements sur ce budget annexe ;

Considérant les résultats nuls de clôture ;

Dissout à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le budget Zone Artisanale du Vignoble suite au transfert obligatoire de la compétence de l'ensemble des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

11.3 – Budget Zone d'activités rue d'Aspach

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (« Notre ») a renforcé les compétences des communautés de communes et des communautés d'agglomération. Elle prévoit notamment, depuis le 1^{er} janvier 2017, le transfert obligatoire de l'ensemble des « zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » (articles L.5214-16 et L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)), autrement dit les zones d'activité économique (ZAE). La distinction entre les ZAE communales et les ZAE dites « d'intérêt communautaire » n'aura donc plus lieu d'être.

La commune prévoit le transfert de l'actif du budget de la Zone d'Activités rue d'Aspach vers le budget principal de la Ville, temporairement, suite à la promulgation de la loi susvisée.

L'actif du budget de la Zone d'Activités rue d'Aspach est donc transféré au budget principal de la Ville de Cernay.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi Notre n° 2015-991 du 7 août 2015 ;

Vu la délibération du 15 décembre 2017 relative au transfert des zones d'activité économique de la Ville à la Communauté de Communes Thann-Cernay ;

Considérant le transfert de la compétence des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Considérant que des écritures comptables doivent être réalisées afin de solder les résultats de clôture 2017 du budget de la Zone d'Activités rue d'Aspach ;

Considérant qu'il convient de reprendre les résultats du compte administratif 2017 du budget annexe Zone d'Activités rue d'Aspach dans le budget principal 2018 de la commune, et que cette opération se traduit par les écritures comptables décrites dans le dernier budget 2018 de la zone d'activités considérée ;

Considérant qu'il y a lieu de transférer les stocks de terrains présents sur ce budget annexe, en comptes de stocks au budget principal de la commune ;

Considérant que le dernier budget 2018 du budget annexe considéré a pour vocation le transfert de ces stocks de terrains dans le budget principal de la Ville de Cernay ;

Dissout à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le budget de la Zone d'Activités rue d'Aspach suite au transfert obligatoire de la compétence de l'ensemble des zones d'activité économique à l'intercommunalité ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents afférents.

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

12 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°12

Approbation des budgets primitifs (budgets annexes) :

Par exception au principe d'unicité du budget communal, le Conseil municipal peut décider la création de budgets annexes. Ces derniers sont établis pour des services locaux spécifiques.

Les budgets annexes n'ont ni personnalité morale, ni autonomie financière. Ils ont un budget et une comptabilité distincts du budget principal et de la comptabilité de la commune.

12.1 – Budget des Panneaux photovoltaïques du centre hippique

Le budget primitif 2018 des Panneaux photovoltaïques du centre hippique s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 78 620.00 €. Pour la section d'investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 60 175.00 €.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Adopte à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le

budget primitif 2018 du budget annexe des Panneaux photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe).

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

12.2 – Budget Zone d'activités rue d'Aspach

Le budget primitif 2018 de la Zone d'Activités rue d'Aspach s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 494 999.25 €. Il s'équilibre également en dépenses et en recettes d'investissement à 494 999.08 €.

Les écritures présentées en annexe ont pour vocation de transférer les stocks de terrains présents sur ce budget, dans le budget principal de la Ville. Elles permettent la dissolution du budget annexe de la Zone d'Activités Aspach.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Adopte à l'unanimité des votes exprimés, cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le budget primitif 2018 du budget annexe de la Zone d'Activités rue d'Aspach (cf. annexe)

Adopté à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

13 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°13

Enfouissement réseaux ORANGE - Subvention d'équipement

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la seconde tranche de la rue Joseph Dépierre, la mise en souterrain des réseaux de la société ORANGE est prévue.

En effet, pour des raisons esthétiques, tous les poteaux et câbles aériens seront déposés, enterrés et seront de fait totalement invisibles.

Pour ce faire, la Ville versera une subvention d'équipement à la société ORANGE pour ces travaux, d'un montant de 7 882.66 € HT.

S'agissant d'une subvention d'équipement, l'amortissement s'effectuera sur une durée de 10 ans.

La dépense est prévue au budget primitif de la Ville à l'article 20421 fonction 822.

En réponse à une question de Joaquim Rodrigues, Michel Sordi confirme que l'enfouissement du réseau ORANGE, en-dehors du domaine public, de la limite de propriété à la maison, incombe au propriétaire.

S'agissant de la fibre optique, que déploiera prochainement la société ROSACE, Joaquim Rodrigues aimerait savoir si les habitants seront informés de la nécessité pour ces derniers de mettre en place, sur leur propriété, un second fourreau.

Jérôme Hammali précise que cela ne sera pas nécessaire, sauf exception, puisque la société ROSACE déploiera sa fibre à travers le fourreau du réseau téléphonique déjà présent, à l'instar du cheminement sur le domaine public où l'existant sera privilégié, qu'il s'agisse d'une liaison aérienne ou enterrée.

Concernant les fournisseurs d'accès, Joaquim Rodrigues croit savoir que dans les communes venant de bénéficier du déploiement de la fibre optique, par exemple Wattwiller, les habitants ne peuvent pas conserver leur fournisseur d'accès.

Pour Jérôme Hammali, c'est une question d'offre, mais il n'est pas inquiet car il ne doute pas que les grands opérateurs prendront leur place dans ce marché en cours de constitution. Par ailleurs, Jérôme Hammali souligne que, pour l'heure, les usagers ont la possibilité de s'adresser à divers fournisseurs sans avoir forcément à renoncer à celui dont ils disposent déjà via l'ADSL.

Clôture des échanges relatifs à la fibre optique, Michel Sordi et Jérôme Hammali rappellent les principes qui ont guidé les collectivités dans le déploiement de la fibre optique : pour la Région, la liberté de choix du fournisseur d'accès offerte aux habitants et aux entreprises au moyen d'un délégataire de service public, la société ROSACE, exclusivement chargée du réseau, et, pour la communauté de communes et la Ville de Cernay, un soutien financier substantiel afin de garantir solidairement un accès pour tous, quelle que soit la commune d'implantation.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Attribue à l'unanimité cette subvention d'équipement à la société ORANGE et fixe la durée d'amortissement de cette participation à 10 ans.

Adopté à l'unanimité

14 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°14

Subventions :

14.1 – Voyages scolaires - Participation aux frais d'accompagnement d'élèves handicapés de Cernay

Dans le cadre d'un voyage scolaire, certains élèves handicapés du collège, ne peuvent participer au voyage sans aide individuelle pour les accompagner, autant de contrainte qui risquent de pénaliser ces élèves pendant le voyage.

Aussi, pour favoriser l'intégration des enfants handicapés, la Municipalité propose d'attribuer, pour les voyages scolaires, une aide exceptionnelle de 150 euros par an et par élève handicapé du collège.

Cette aide permettra à l'établissement de financer un ou des encadrants supplémentaires, aux fins d'assister personnellement l'enfant handicapé lors du voyage scolaire.

Jacques Muller précise que cette subvention communale vient compenser utilement l'aide financière dont le collège ne bénéficie plus en ce domaine.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité le versement au collège d'une aide exceptionnelle de 150 euros par an, versée pour un collégien de Cernay en situation de handicap, au titre des frais d'accompagnement des voyages scolaires.

Adopté à l'unanimité

14.2 - Subventions aux associations et organismes divers

Dans le cadre de son soutien aux activités des associations, la Ville de Cernay propose d'allouer à ces dernières les subventions suivantes (ces sommes sont prévues au Budget primitif.

Il est rappelé qu'une avance a déjà été effectuée pour certaines associations et qu'il y a lieu de leur verser, pour celles-ci, le solde.

A. Subventions de fonctionnement aux associations

ASSOCIATIONS	Montant de l'avance (en €)	Proposition Subvention (en €)	Reste à payer (en €)
CENTRE SOCIO CULTUREL AGORA	100 000	160 000	60 000

FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE CERNAY	38 000	44 650	6 650
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS-LES VITRINES DE CERNAY.COM	0	6 000	6 000
AMICALE DES MINEURS DE CERNAY ET ENVIRONS	0	110	110
AMICALE ANCIENS MARINS DE Cernay Thur-Doller	0	160	160
AMICALE DES OR/SOR	120	400	280
SNEMM 1272E SECTION THANN - MEDAILLES MILITAIRES	0	100	100
SOUVENIR Français	0	290	290
UNC Section Cernay	190	630	440
ALLIANCE FRANCAISE	0	100	100
ASSOCIATION MUSICALE ANIMATION DE CERNAY	290	970	680
ASSOCIATION ARTS ET SONS	0	1000	1000
AMIS DU HARTMANNSWILLERKOPF	0	200	200
ASSOC. LES AMIS DE LA MEDIATHEQUE	0	100	100
AMIS DE L'ORGUE DE CERNAY	0	250	250
ATOUT CHŒURS	0	200	200
ASSOCIATION ARCADIA	230	800	570
ASSOC. ORPHEON	100	350	250
MUSIQUE MUNICIPALE DE CERNAY	720	2 380	1660
SOCIETE D'HISTOIRE DE CERNAY	0	300	300
STETSONS	0	250	250
AMICALE THEATRE ALSACIEN CERNAY	270	890	620
UNIVERSITE POPULAIRE	0	200	200
AERO-CLUB DE L'OCHSENFELD	0	150	150
ASSOC. APACE	0	120	120
ASSOC. PARENTS D'ELEVES FRANCO-PORTUGAIS	140	140	0
JARDINS FAMILIAUX DE CERNAY	0	270	270
CERCLE D'ECHECS DE CERNAY	120	420	300
CLUB VOSGIEN Section de Cernay	150	520	370
SOC. DES ARBORICULTEURS DE CERNAY	100	350	250
SOCIETE DES AVICULTEURS	100	350	250
ASSOC. DE PECHE et de PISCICULTURE de Cernay	0	200	200
TRAINING CLUB CANIN DE CERNAY	130	450	320
TAKO 68	0	270	270
VOLLEY LOISIR CERNAY	0	120	120
ASSOCIATION ATHLETISME Cernay et Environs	370	1 300	930
A.S. DES TILLEULS EPS	0	150	150
A.S. COLLEGE	0	150	150
ASSOC. DES TIREURS BALL - TRAP	760	2 540	1780
BASKET CLUB DE CERNAY	150	508	358
BICROSS CLUB Cernay et Environs	200	700	500
BOXE OLYMPIQUE CERNAY	150	510	360
CERNAY WATTWILLER HANDBALL	8 700	29000	20300
ASSOC. CLUB DE PLONGEE DE CERNAY	850	2 900	2050
CYCLO CLUB	110	400	290
ENTENTE SPORTIVE BADMINTON	0	500	500

FOOTBALL JEUNES CERNAY	0	300	300
ASSOC. CERCLE FAMILIAL SECTION QUILLES	220	740	520
MOTO CLUB	0	200	200
PETANQUE CLUB LES CIGOGNES	100	350	250
SKI CLUB CERNAY	260	870	610
SOCIETE DE GYMNASTIQUE LE " PROGRES "	580	1 940	1360
SOCIETE HIPPIQUE DE LA THUR	2 400	7845	5445
SRC CERNAY GYM KARATE	260	870	610
SECTION DE MARCHE DE CERNAY	120	430	310
SRC NATATION	2 700	9 100	6400
TENNIS.C.I.C.	450	1 480	1030
TOTAL GENERAL	159 040	286 473	127 433

B. Subventions affectées à un objet précis

Associations	Objet	Montants (€)
Centre Socio-Culturel AGORA	Aide à l'emploi	36 750
Centre Socio-Culturel AGORA	Animations vacances	7 250
Société Hippique de la Thur	Aide à l'emploi	6 662
Fédération des Associations de Cernay	Aide à l'emploi	4 750
Fédération des Associations de Cernay	Animations vacances	10 948
Société de Gymnastique "Le Progrès"	Aide à l'emploi	4 750
Société d'Histoire	Aide à l'emploi	4 822
Ecole Alsacienne Chiens-Guides Aveugles	Aide à l'emploi	3 331
Cernay Wattwiller Handball	Aide à l'emploi	3 331
SRC Natation	Aide à l'emploi	5 320
L'Alsacienne Evenements	L'Alsacienne Cyclosportive	2 000,00
Musique Municipale	Contrat d'Objectif	8 500
TOTAL		98 414,00

C. Subventions exceptionnelles

Associations	Objet	B.P. (€)	Montants (€)
Fédération des Associations de Cernay	Carnaval	27 925,00	10 000
Fédération des Associations de Cernay	Subvention Animations	950,00	950
Alliance Française	Salon du Bouquin	1 150,00	900
Eral Cernay Paroisse Réformée	Subvention pour travaux	3 594,00	2600
Boxe Olympique Cernay	Gala de Boxe	23 720,00	2000
APAEI Saint-André	Fonctionnement	500,00	500
Amicale des Anciens des SRC Handball	Marché aux céramistes	1 228,10	1 200
Ecole Alsacienne Chiens Guides d'Aveugles	Subvention pour travaux	25 000,00	12 500
Association Jeunes Sapeurs-Pompiers Staffelfelden/Cernay/Wittelsheim	Habillement	12 900,00	1260

U.N.C.	Echange Franco-Allemand	1 180,00	1 000
Mobilité Mod'Emploi	Fonctionnement	200,00	200
Université de Haute Alsace	Fonctionnement	350	350
Société Histoire	Activités culturelles	6 200,00	1 900
Collège René Cassin	Journées Portes Ouvertes	420,00	210
Collège René Cassin	Soutien élèves handicapés	300,00	300
Amicale des Marsouins du Leclerc	Partenariat Régiment Tchad	500,00	500
Musique Municipale	Journée découverte	4 000,00	1000
TOTAL		110 117,10	37 370

D. Jeunes licenciés

ASSOCIATIONS	LICENCIES SAISON 16/17	MONTANTS ATTRIBUES EN 2018 (en €)
ATHLETISME CERNAY ENVIRONS	78	390
BOXE OLYMPIQUE	11	200
BICROSS CLUB CERNAY	93	480
SOCIETE HIPPIQUE DE LA THUR	296	1305
FOOTBALL JEUNES CERNAY	120	570
SOCIETE DE GYMNASTIQUE LE " PROGRES "	214	985
CERNAY WATTWILLER HANDBALL	124	615
CERNAY JUDO	52	300
SRC CERNAY GYM KARATE	49	250
SRC NATATION	182	865
SKI CLUB	116	570
TENNIS CLUB	80	390
BALL TRAPP	21	200
T O T A L	1 436,00	7 120,00

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Approuve à l'unanimité le versement de ces subventions.

Adopté à l'unanimité

14.3 - Subvention versée à l'école élémentaire « Les Lilas » pour des voyages éducatifs à Neuwiller-lès-Saverne

Cinq classes de l'école élémentaire « les Lilas » partiront en voyage scolaire à destination de Neuwiller-lès-Saverne, à l'occasion de trois séjours :

- le premier séjour se tiendra du 3 au 4 avril 2018 ;
- le second aura lieu du 22 au 24 mai prochain ;
- un troisième voyage est organisé du 26 au 28 juin 2018.

Ces voyages sont cofinancés en partie par l'école, le Rotary Club et les parents ; une participation a été demandée à la Ville.

Plan de financement prévisionnel

Montant du devis :	19 440 €
<u>Dont</u> participation des familles :	12 600 € (soit 105 € par enfant)
Subvention Coopérative scolaire :	3 600 € (soit 30 € par enfant)
Subvention du Rotary Club :	870 €
Subvention de la Ville :	2 370 €

Pour ces voyages scolaires, il est proposé que la commune attribue une participation d'un montant de 2 370 € au moyen d'une prise en charge directe des frais de transport (CAR EST).

Cette dépense est prévue au budget primitif 2018 de la Ville à l'article 6247, fonction 212.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité la prise en charge, par la commune, des frais de transport (2 370 €) des voyages éducatifs qu'organisera l'école élémentaire « Les Lilas » à Neuwiller-lès-Saverne en avril, mai et juin prochains (cf. présentation ci-dessus) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Adopté à l'unanimité

15 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°15 **Convention bipartite de médiation sociale (Ville/AGORA) – Avenant n°1**

Suite aux évènements tragiques qui se sont déroulés, en 2013, au sein du quartier sud (Bel Air) de la commune, il a paru utile de renforcer les actions en matière de médiation sociale.

L'association Centre Socio-Culturel AGORA, dans le cadre de son action sociale au sein du quartier sud (Bel Air), s'est engagée à recruter un agent de médiation et de prévention.

A cette fin, une convention bipartite de médiation sociale a été signée le 16 décembre 2013 portant mise en place de ce partenariat et renouvelée les 14 décembre 2015 et 15 décembre 2017, définissant, notamment, les conditions de co-financement d'un poste de médiateur social entre la Ville de Cernay et le Centre Socio-Culturel AGORA.

Aujourd'hui, il est proposé de compléter ce partenariat, donc la convention qui la formalise au moyen d'un avenant n°1, en mettant à disposition gracieusement du Centre Socio-Culturel AGORA des équipements de nature à faciliter l'exercice de la mission de médiation sociale du médiateur :

- 1 vélo tout chemin ;
- 1 veste polaire ;
- 1 parka 3 en 1 ;
- 1 lampe led avec piles ;
- 1 paire de chaussure ;
- 1 brassard de sécurité.

Joaquim Rodrigues s'étonne de ne pas voir figurer un casque à vélo dans la liste des équipements mis à disposition du médiateur.

Michel Sordi et Catherine Oswald indiquent qu'un tel casque ne figure pas dans la liste des équipements mis à disposition tout simplement parce que le médiateur en est déjà doté.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013 portant mise en place de ce partenariat ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015 renouvelant ce partenariat ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2017 renouvelant ce partenariat ;

Approuve à l'unanimité la mise à disposition gracieuse des équipements précités au titre des missions de médiation sociale du CSC AGORA (cf. convention bipartite de médiation sociale) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de médiation sociale afin de permettre à la Ville de Cernay de mettre gracieusement à disposition du CSC AGORA les équipements précités.

Adopté à l'unanimité

16 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°16

35 rue des Fabriques - Réactualisation du coût des travaux

Dans le cadre des travaux de rénovation de l'ancienne MJC, sise 35 rue des Fabriques à Cernay, une délibération du 24 juin 2016 estimait, au stade d'approbation de l'avant-projet définitif, le coût total des travaux à la somme de 1 711 000 € HT, soit 2 053 200 € TTC, et prévoyait une autorisation de programme ainsi que des crédits de paiement.

Une consultation des entreprises a eu lieu en fin d'année 2017 et met en évidence une évolution à la hausse des prix du marché, et par conséquent, du coût des travaux, qui est à présent estimé à la somme de 2 122 048 euros hors taxes, soit 2 546 457 € TTC.

En incluant les prestations intellectuelles, le coût total de l'opération s'élève à un montant de 2 373 484 € HT, ce qui représente la somme de 2 848 180 € TTC.

Par conséquent, il y a lieu de réajuster les crédits de paiement, dont le montant total était initialement fixé à la somme de 2 053 200 € TTC, à la somme de 2 848 180 € TTC.

Par ailleurs, il y a également lieu d'actualiser le programme des travaux. En effet, l'autorisation de programme de la délibération susvisée doit envisager l'échelonnement des paiements sur une année supplémentaire.

Ainsi, il convient de prévoir un crédit de paiement pour la somme de 794 980 € en 2019.

Pour financer ce projet, des demandes de cofinancement ont notamment été réalisées au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), des Territoires à Énergie Positive et à Croissance Verte (TEPCV), de la Région Grand Est dans le cadre du « dispositif Climaxion », ainsi que du Fonds de Soutien à l'Investissement Local (FSIL). Un prêt à taux zéro pour la Croissance Verte a été également conclu auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations.

Cette dépense est prévue au budget primitif 2018 de la Ville à l'article 2313514 de la fonction 72. Le plan de financement est détaillé dans le tableau ci-joint.

Répondant à une question de Christophe Meyer, Jérôme Hammali confirme qu'il s'agit bien des montants des marchés de travaux attribués.

Christophe Meyer se demande si le maître d'œuvre n'a pas intérêt à voir les prix des marchés augmenter.

Pour Jérôme Hammali ce n'est pas le cas, c'est davantage une question conjoncturelle. En effet, comme il le constate lui-même dans son activité professionnelle, la conjoncture économique étant meilleure pour les entreprises, les prix de ces dernières sont mécaniquement orientés à la hausse.

Ce constat est également partagé par Michel Sordi, pour qui c'est également la conséquence d'un choix alternatif que la Ville de Cernay a dû opérer, en l'occurrence un changement de site

pour l'implantation du presbytère, aux prix actuels des travaux et non plus à ceux de l'époque du projet initial, en raison de l'opposition résolue de personnes comme Joaquim Rodrigues.

S'offusquant des propos que Michel Sordì a exprimé avec une certaine verdeur, Christophe Meyer et Anne Eberlein invitent celui-ci à prendre exemple sur Jérôme Hammali dont les réponses n'ont, au cours de cette séance, jamais manqué de courtoisie.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Vu la délibération du 24 juin 2016, relative au transfert du presbytère, à l'approbation des travaux de l'ancienne MJC et au programme pluriannuel de travaux dans le bâtiment considéré (nouveau presbytère, archives communales et locaux association de soins) ;

Approuve à la majorité, un vote contre (Monsieur Joaquim RODRIGUES), quatre abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER et Christophe MEYER) le plan de financement actualisé de l'opération, joint en annexe ;

Approuve la révision de l'autorisation de programme ;

Approuve le nouveau coût global de l'opération, fixé à la somme de 2 373 484 € HT, soit 2 848 180 € TTC ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter les subventions auprès des cofinanceurs potentiels ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Adopté à la majorité

Un vote contre (Monsieur Joaquim RODRIGUES)

Quatre abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER et Christophe MEYER)

17 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°17

Maison des associations - Travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite : demande de cofinancements

L'Agenda communal d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) présente l'engagement de la commune de réaliser des travaux d'accessibilité pour tout type de handicap dans un délai déterminé (3 ans, 6 ans ou 9 ans), de les financer et de respecter les règles d'accessibilité.

Il s'agit donc d'un calendrier de mise en accessibilité du patrimoine dans lequel les collectivités s'engagent à allouer les budgets et à réaliser les travaux de mise en conformité de la voirie, des espaces publics et des établissements recevant du public.

Pour ce faire, l'Ad'AP a été voté par le Conseil municipal en date du 21 septembre 2015. Dans ce cadre, la commune s'emploie à optimiser les dispositifs de subventionnement afin de financer les travaux prévus dans l'Ad'AP.

Pour 2018, des travaux sont prévus à la Maison des Associations, ils consistent à mettre en conformité les main-courantes existantes, d'en implanter de nouvelles et de mettre en conformité l'ascenseur se trouvant dans les locaux.

La dépense totale pour l'ensemble de ces travaux, d'un montant de 7 440 euros, est prévue au budget primitif de la ville de Cernay à l'article 21318, fonction 01. Une demande de cofinancement a été émise au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) pour un montant de 2 976 €.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 21 septembre 2015 approuvant le projet d'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) communal ;

Vu le coût des travaux 2018 d'accessibilité de la Maison des Associations ;

Autorise à l'unanimité Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter les demandes de co-financement relatives à ces travaux et à signer tout document y afférent.

Adopté à l'unanimité

18 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°18

Réhabilitation de l'ancienne gendarmerie - Garantie d'emprunt ALEOS

Par délibération du 9 février 2018, la Ville de Cernay accordait une garantie d'emprunt à l'association ALEOS, dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne Gendarmerie et de l'amélioration de 15 logements situés 3 rue Charles Baudry à Cernay. Pour ce faire, ALEOS sollicitait la garantie financière de la Ville de Cernay pour un emprunt total de 924 491 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), constitué de trois lignes de prêt relatives au contrat n° 73288 :

- La première pour un montant de 67 300 € au taux de 1.35 % d'une durée de 15 ans ;

- La seconde pour un « éco-prêt » à taux 0 % d'un montant de 240 000 €, d'une durée de 15 ans ;
- La troisième ligne pour un prêt d'un montant de 617 191 € au taux de 0.55 %, d'une durée de 30 ans.

Ces trois prêts sont à taux variable, indexés sur le livret A. Les échéances sont annuelles. L'emprunteur demande à la Ville de Cernay de garantir ses prêts à hauteur de 100 % du montant des emprunts.

L'association ALEOS est un organisme d'intérêt général visé à l'article 238 bis du Code Général des Impôts. Par conséquent, la garantie de la Ville peut être accordée pour l'intégralité de la somme empruntée.

Toutefois, la CDC a demandé qu'une nouvelle délibération, encore plus détaillée, soit prise.

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de la commune de Cernay de confirmer, au moyen de la présente délibération, sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 924 491 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 73288 constitué des trois lignes de prêt décrites ci-dessus.

Ainsi, il est proposé d'apporter la garantie d'emprunt à ALEOS aux conditions suivantes (cf. contrat de prêt en annexe) :

- La garantie de la Ville est accordée pour la totalité du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'association ALEOS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;
- En outre, le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du 9 février 2018 relative à la garantie d'emprunt accordée à ALEOS pour la réhabilitation de l'ancienne gendarmerie ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2252-1 et L.2252-2 ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt n° 73288 en annexe signé entre ALEOS, ci-après « l'emprunteur », et la Caisse des Dépôts et Consignations, ci-après « le prêteur » ;

Rapporte à l'unanimité la délibération du 9 février 2018 relative à garantie d'emprunt accordée à d'ALEOS en vue de la réhabilitation de l'ancienne gendarmerie, pour la substituer par celle-ci ;

Accorde la garantie de la Ville de Cernay pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 924 491 € souscrit par ALEOS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, suivant les caractéristiques et modalités prévues dans le contrat de prêt n° 73288 ci-annexé ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes se rapportant à la présente garantie.

Adopté à l'unanimité

19 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°19 **Approbation de l'état d'assiette des coupes de bois 2019 (Office national des forêts)**

L'Office National des Forêts (O.N.F.) établit annuellement pour toutes les forêts relevant du régime forestier un « état d'assiette des coupes ».

Ce dernier permet de prévoir, en application de l'aménagement forestier, d'une part les parcelles forestières à marteler dans les groupes d'amélioration et d'autre part, les surfaces à régénérer et les volumes prévisionnels dans les groupes de régénération.

Des modifications de ce programme peuvent cependant être envisagées (annulation, ajournement ou anticipation) compte tenu de l'état du peuplement, ou à la demande du propriétaire. Ces modifications sont régies par le Code Forestier.

L'article 12 de la « charte de la forêt communale » cosignée par l'ONF et les représentants des communes forestières, spécifie que les propositions d'état d'assiette doivent être approuvées par délibération du Conseil municipal.

La proposition d'état d'assiette des coupes à marteler pour l'année 2019 est la suivante :

Forêts et séries	Groupe	Unité de gestion	Surf. UG	Surf. Concernée (ha)	Numéro état d'assiette
CERNAY U	régénération	1 r	2.86	2.86	3623
CERNAY U	irrégulier	42 i	5.64	5.00	3628

CERNAY U	amélioration	4 a	5.65	5.65	3624
CERNAY U	amélioration	30 a	11.26	11.26	3627
CERNAY U	amélioration	17 a	3.31	3.31	3625
CERNAY U	irrégulier	44 i	7.18	7.18	3629
CERNAY U	taillis sous futaie	26	17.53	2.00	3626
CERNAY U	amélioration	50 a	7.30	5.00	3626
CERNAY U	régénération	15 r	3.91	3.91	reporté

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le programme d'aménagement forestier 2012 – 2031 approuvé par arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Alsace du 7 mars 2012 ;

Vu la proposition de l'Office National des Forêts (ONF) du 12 janvier 2018 ;

Approuve à l'unanimité les propositions susdites ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

20 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°20

Approbation nouveau garde-chasse

M. Patrick FERRER, adjudicataire du lot communal de chasse n° 4, conformément à l'article n° 31 du cahier des charges des chasses communales du Haut-Rhin pour la période du 2 février 2015 au 1^{er} février 2024, propose la nomination de M. Roland SUTTER en qualité de garde-chasse particulier.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin en date du 5 juillet 2017 reconnaissant M. Roland SUTTER apte à exercer les fonctions de garde-chasse particulier ;

Vu le courrier de M. Patrick FERRER en date du 20 février 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Fédération départementale des chasseurs du Haut-Rhin en date du 8 mars 2018 ;

Emet à l'unanimité un avis favorable à l'agrément de M. Roland SUTTER en qualité de garde-chasse particulier du lot de chasse n° 4.

Adopté à l'unanimité

21 – Monsieur le Maire rapporte le point n°21

Ressources humaines :

21.1 - Création d'une astreinte technique pour les week-ends

L'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle les agents, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

Par délibération en date du 4 décembre 2003, la Ville de Cernay avait institué un régime d'astreinte, pour les agents de la filière technique, permettant la mise en œuvre des opérations de déneigement sur le territoire communal, pendant la période allant du 15 novembre au 15 mars de l'année suivante.

En dehors de la période d'astreinte hivernale précitée, la Ville de Cernay estime qu'il est également nécessaire de mettre en place un dispositif afin de répondre au mieux aux interventions techniques urgentes et aux situations particulières pouvant survenir sur le territoire communal.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement, ainsi que les arrêtés pris en application ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique réuni le 27 février 2018 ;

Institue à l'unanimité, en complément de « l'astreinte hivernale », un régime d'astreinte en cas d'interventions techniques urgentes pendant la période du 16 mars au 14 novembre de l'année suivante ;

Précise que les emplois de la filière technique sont concernés par ces astreintes ;

Verse trimestriellement les indemnités selon les barèmes en vigueur ;

Inscrit au budget les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité

21.2 - Création d'emplois saisonniers (été 2018)

En application de l'article 3, alinéa 2, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la ville de Cernay recrute, chaque année, au sein de ses services, des agents non-titulaires pour faire face aux besoins saisonniers pendant la période estivale.

En général, il s'agit de jeunes qui ont ainsi l'occasion de connaître une première expérience professionnelle.

Dès lors, il est demandé au Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 3 alinéa 2 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique réuni le 27 février 2018 ;

Crée à l'unanimité 25 emplois non permanents à temps complet pour les services municipaux de la ville de Cernay, répartis sur la période du 18 juin 2018 au 24 août 2018, pour une durée de deux semaines chacun ;

Inscrit au budget les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité

22 – Monsieur le Maire rapporte le point n°22

Syndicat d'Electricité et du Gaz du Rhin – Rapport d'activités 2017

Comme chaque année, le Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin transmet à la Municipalité son rapport d'activités, approuvé en Conseil syndical le 19 février dernier.

Il retrace les points forts de l'année 2017 :

- La vie du syndicat ;
- La taxe sur la consommation finale d'électricité ;
- Les redevances ;
- Les finances ;
- Les travaux d'environnement co-financés par ENEDIS ;
- Les travaux d'environnement co-financés par le syndicat ;
- Les réalisations 2017 ;
- La délégation de service public « gaz ».

Le compte administratif 2017 fait l'objet d'une synthèse complète annexée au rapport d'activités 2017.

L'année 2017 a notamment été marquée par la demande d'adhésion de la Ville de Hésingue validée par le Conseil syndical le 26 juin 2017 et entérinée par un arrêté inter-préfectoral du 12 décembre 2017 officialisant le nouveau périmètre du Syndicat.

A ce jour, le Syndicat comprend 332 communes et 2 Communautés de communes de 18 communes chacune.

En réponse à une question de Christophe Meyer, Michel Sordi et Catherine Oswald précisent que le fait d'avoir délégué la gestion du réseau d'électricité à ce Syndicat permet de bénéficier, outre d'un appui technique, d'aides financières pour les travaux d'enfouissement de ligne comme ce fut le cas au sein de la ZAC des « Rives de la Thur »

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Prend connaissance du rapport d'activités 2017 du Syndicat d'électricité et de gaz du Rhin, accompagné du compte administratif 2017 (cf. annexe).

A pris acte

23 – Informations à la Municipalité

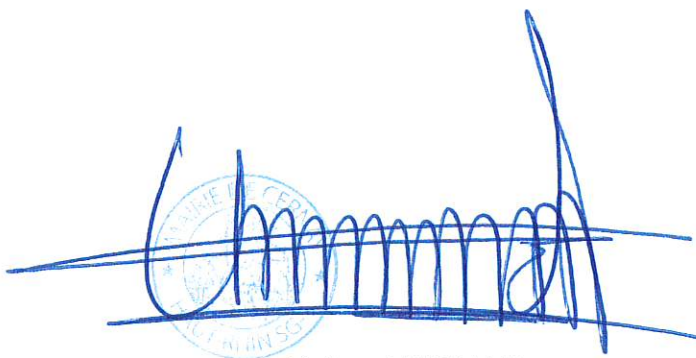
Avant de laisser la parole à Madame Annie GADEK, Adjointe au Maire, Monsieur SORDI souhaite la remercier, ainsi que Madame Virginie BONNET, Conseillère municipale déléguée, pour la parfaite organisation de la « 1^{ère} Chasse aux œufs de Pâques », le samedi 31 mars dernier. Cette manifestation a été un beau succès, aussi bien auprès des enfants, que des parents.

Il cède ensuite la parole à Annie GADEK, Adjointe au Maire, pour la communication des diverses manifestations à venir.

Annie GADEK

14 avril		Opération « Haut-Rhin propre »
28 et 29 avril		Marche populaire SRC Marche Complexe sportif « Daniel Eck »
29 avril	11h	Commémoration « Journée Nationale de la Déportation » Monument aux Morts
1 ^{er} mai		Marché aux puces – Basket club Parking Espace Grün
8 mai	11h	Commémoration Victoire 8 mai 1945 Monument aux Morts
21 mai		Marché aux puces – Cernay Wattwiller Handball Parking Espace Grün
26 mai		Journée citoyenne
3 juin		Fête à l'Institut Saint-André
9 et 10 juin		Gala de gymnastique Société de gymnastique « Le Progrès » Centre sportif
10 juin		Foire d'été – Vitaines de Cernay.com Centre-ville
21 juin	19h à 24 h	Fête de la Musique Espace Grün et parc « Rives de la Thur »

Fin de la séance : 21h22



Jérôme HAMMALI
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance